



LA DROITE ACCENTUE SA PRESSION... ET OBTIENT DE NOUVELLES CONCESSIONS

Depuis le début de septembre, les principaux dirigeants de la droite multiplient les initiatives pour accentuer leur pression et leur harcèlement. Jacques Chirac a promis la fin de « l'expérience socialiste » pour le printemps prochain, Raymond Barre a parlé de la France qui « entre dans l'avenir à reculons », Giscard en a appelé aux « déçus du socialisme » et à ceux qui subissent la baisse du pouvoir d'achat.

Dans le même temps, les petits patrons du SNPMI manifestaient avec haine leur haine du mouvement ouvrier et certaines organisations des professions libérales préparaient un grand rassemblement pour le 30 septembre.

A Talbot et Citroën, les dirigeants du plus grand groupe automobile privé ont tenté par diverses manœuvres, et en se faisant appuyer par une partie de la maîtrise, de remettre en cause les acquis syndicaux, démocratiques et salariaux des grèves de juin et juillet.

Sur tous les plans, en usant de tous leurs atouts, les forces de droite haussent le ton, accentuent leur arrogance contre tout changement favorable aux travailleurs. Se moquer du « bal des revenants », comme vient de le faire Pierre Mauroy, est bien insuffisant pour les combattre efficacement.

Lors du Conseil des ministres du mercredi 17 septembre, le gouvernement a décidé un nouvel allègement de l'impôt sur la fortune, qui était déjà fort symbolique. Les actifs professionnels, « l'outil de travail », peuvent être dorénavant totalement exonérés : il suffira d'avoir effectué un programme d'investissement une année pour n'être plus imposable à concurrence de cet investissement durant les 5 ans qui suivront ! A force d'exonérations et de reculs, on se demande qui va finir par payer cet impôt. On comprend le commentaire de Gattaz : « C'est une victoire du CNPF ».

Pierre Mauroy a précisé aux ministres de tutelle des entreprises nationalisées les modalités, qui doivent servir de modèle pour le secteur privé, de sortie du blocage des salaires. Pas plus de 3% d'augmentation au 1^{er} novembre, soit, compte tenu des retards accumulés depuis le début de l'année, au moins 4% de baisse du pouvoir d'achat pour 82. Quant à la priorité aux bas salaires, elle

est limitée, toutes primes et indemnités comprises, à 4 500 francs bruts par mois, soit 3 900 francs nets. Cela ne concernera que bien peu de salariés du secteur public. Une étude du ministère des Finances vient de confirmer que le blocage des salaires et des prix profitait surtout aux entreprises, qui profitent de la baisse du pouvoir d'achat pour augmenter leurs profits.

De telles mesures et décisions reviennent à accorder de nouvelles concessions aux forces du capital et aux forces de la droite et ne peuvent que les inciter à encore plus d'agressivité. Au lieu de contribuer à mobiliser les travailleurs et l'ensemble des forces populaires pour leur tenir tête, elles ne font que développer la déception et le mécontentement. Les résultats des élections partielles de septembre ne font que le confirmer. Dans la plupart des cas, en effet, on a assisté à un nouveau tassement électoral des candidats de gauche, dont la droite a nettement profité.

Indonésie : DEUX DIRIGEANTSSYNDICALISTES MENACÉS D'ÊTRE EXECUTES

Deux dirigeants syndicalistes indonésiens — Mohamad Munir, ancien président de la Centrale syndicale indonésienne — interdite en 1966 — et dirigeant de la FSM, et Ruslan Widjajasastra, également ancien dirigeant de ces deux organisations, sont en danger de mort.

Arrêtés en 1968, dans le cadre de la sanglante et massive répression qui tenta d'étouffer le mouvement ouvrier et populaire indonésien à la moitié des années 60, ces deux dirigeants ont été condamnés à mort par un tribunal militaire d'exception en 1973. L'état de santé de Mohamad Munir, interné avec ses autres camarades dans la prison de Cipinang, s'est cruellement aggravé l'année passée. Les mesures d'exécution à mort des dirigeants internés se font insistantes alors que le mouvement ouvrier et populaire reprend force en Indonésie.

Un mouvement de protestation internationale doit s'amplifier pour sauver Munir et Ruslan Widjajasastra de l'exécution capitale. Pour y contribuer, envoyer des télégrammes de protestation à l'ambassade d'Indonésie en France, 49 rue Cortambert, 75016 Paris.

BLOC-NOTES

● Le 17 septembre. Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML, a envoyé un communiqué de presse à la suite de l'intervention télévisée de Giscard d'Estaing, indiquant notamment que : « Giscard a prétendu s'exprimer pour l'intérêt de la France, alors qu'une fois de plus, il s'est fait le porte-parole des forces du grand capital... Mais aujourd'hui, même si un nombre important de travailleurs est mécontent des mesures et de l'orientation de la politique d'austérité du gouvernement, les travailleurs savent bien que si Giscard avait été réélu, cela aurait été bien pire dans tous les domaines. »

● Le 18 septembre au soir, Jacques Jurquet, membre du Secrétariat politique du PCML, a fait une déclaration à la presse en sa qualité d'écrivain antiraciste ; évoquant son expérience personnelle et celle de sa famille, il conclut ainsi sa déclaration : « Mon désir le plus profond est que Juifs, dignes de ce nom et de la tradition humaniste de leur peuple persécuté depuis si longtemps, et Palestiniens rejettent toutes les manipulations des grandes puissances impérialistes de ce monde, pour se retrouver en frères sémites, ou cousins, afin de construire ensemble sur la terre de leurs ancêtres respectifs, la Palestine, un Etat sans haine, excluant tout racisme et tout chauvinisme, un Etat laïc et pacifique. »

« Que la communauté juive internationale comprenne, tant qu'il en est encore temps, que la politique fasciste et raciste de Begin et de ses complices ne peut qu'amener sur elle de nouvelles catastrophes ! »

« Que les Juifs qui ont connu, enfants, le génocide nazi, se révoltent aujourd'hui contre le génocide des enfants palestiniens de Beyrouth ! »

(Le texte intégral de cette déclaration sera publié dans le Prolétariat spécial Palestine — à paraître fin septembre)

● Le lundi 20, au matin, un communiqué de presse du PCML soulignant la « responsabilité évidente du gouvernement israélien dans le massacre de Beyrouth », a appelé à « prendre les mesures nécessaires pour contraindre Begin à évacuer tout le Liban » et a appelé à la manifestation de lundi soir à Paris. Le PCML a participé à cette manifestation puissante et combative qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

ISRAEL HORS DU LIBAN !

« Nous ne pourrons pas effacer la tache de Sabra et de Chatila » écrit l'éditorialiste israélien d'*Haaretz*. « Honte de la nation » titre le *Jerusalem Post*. Aura-t-il fallu ces centaines de vieillards et d'enfants palestiniens horriblement mutilés et massacrés, ces centaines de femmes palestiniennes violées et assassinées à Sabra et à Chatila pour que des yeux de plus en plus nombreux, en Israël même, s'ouvrent sur la réalité majeure au Proche-Orient : l'agression implacable d'Israël contre les peuples palestinien et libanais ?

BEGIN-SHARON RESPONSABLES DES MASSACRES

Les massacres de Sabra et de Chatila ne sont ni des « bavures » ni des « incidents de parcours ». Ils procèdent d'une terrible logique, celle de l'extermination du peuple palestinien.

Rien n'avait été caché à personne en effet : l'objectif des sionistes Begin-Sharon avait été mainte fois répété sur les ondes : c'est liquider l'OLP, c'est rayer de la carte la réalité palestinienne, plusieurs millions d'hommes et de femmes chassés de leurs terres avec la création d'Israël il y a 35 ans. Rien n'avait été caché : la presse phalangiste — l'extrême-droite libanaise — ne cessait d'appeler à la liquidation des camps palestiniens et à leur « nettoyage ».

Une fois les combattants palestiniens partis de Beyrouth, le peuple palestinien des camps n'avait plus pour seule défense... que la « garantie internationale » !

L'armée sioniste de Begin-Sharon, laissant pénétrer dans les camps qu'elle bouclait les bourreaux de Sabra et de Chatila, miliciens et certains phalangistes libanais qu'elle a grassement payés depuis 1978, et « couvrant » les centaines d'assassinats appelés par l'état-major israélien lui-même « opérations de nettoyage », porte l'entière responsabilité des massacres. Responsabilité concrète, immédiate, située dans la logique sioniste d'extermination du peuple palestinien.

ISRAEL DOIT EVACUER TOUT LE LIBAN !

Aucun chef d'Etat ne pouvait et ne peut ignorer ces faits. Ronald Reagan, en premier lieu, qui a exprimé « son horreur » avec une hypocrisie révoltante. N'avait-il pas lu la presse phalangiste, n'avait-il pas connaissance des intentions de Begin-Sharon ? N'a-t-il pas soutenu de bout en bout l'agression sioniste — de la prétendue « opération de paix en Galilée » aux bombardements de Beyrouth, à l'installation d'une administration civile israélienne au Sud-Liban... jusqu'à l'occupation de Beyrouth ? Il y a bien eu quelques coups de fil de remontrances et l'adjonction plus sèche d'après les massacres... mais aussi et dans

le même temps, des millions de dollars de matériel militaire et d'aides de toutes sortes et un appui diplomatique quasi constant.

Faut-il que les intérêts stratégiques et économiques de l'impérialisme américain soient bien puissants au Moyen-Orient pour qu'il soutienne si ouvertement la politique de force et de fait accompli du gouvernement Begin !

Il faut faire échec à cette politique de fait accompli, arrêter le bras de l'agresseur sioniste, imposer son retrait du Liban et, ce faisant, faire front à la domination de l'une des superpuissances au Moyen-Orient et aux mauvais coups contre la paix qu'elle y prépare.

ROMPRE LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC ISRAEL

Pour ce faire, des actes concrets s'imposent.

La politique d'équilibre « ni antiarabe, ni anti-israélienne » du gouvernement français vient de manifester ses limites. Ses ambiguïtés ont laissé le champ libre à Begin-Sharon, qui n'ont que faire des appels aux principes, à la raison et à la pondération, dès lors que rien de concret n'arrête leur marche en avant pour la liquidation du peuple palestinien.

Aujourd'hui, il faut du concret, des actes tangibles susceptibles de freiner la détermination sioniste ; il faut des sanctions économiques, politiques, diplomatiques ; il faut rappeler l'ambassadeur de France ; il faut rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement Sharon-Begin.

Le président de la République vient d'annoncer le nouvel envoi de la « force d'interposition » à Beyrouth : sa précédente intervention et son départ anticipé ont laissé le Liban et le peuple palestinien complètement désarmés... Son action cette fois permettra-t-elle d'arrêter le bras des agresseurs sionistes ? On peut en douter si cet envoi n'est pas assorti d'autres mesures concrètes : sanctions à l'encontre d'Israël, mise en œuvre du retrait israélien du Liban, garanties pour la non-partition et l'indépendance du Liban, reconnaissance du droit du peuple palestinien à un Etat et reconnaissance immédiate de l'OLP, son représentant unique et légitime.

Hier, des milliers et des milliers d'hommes et de femmes se sont élevés en Israël contre l'agression. Des centaines de milliers d'autres se sont levés dans les capitales européennes et dans le monde.

En France, jamais une manifestation aussi puissante contre les crimes d'Israël et pour la Palestine n'a fait résonner sa voix dans les rues de Paris.

Dans les jours qui viennent, que cette voix gonfle et résonne davantage encore !

21 septembre 1982

Le peuple palestinien a le droit à une patrie et à un Etat !

RECONNAISSANCE IMMEDIATE DE L'OLP !